

Burundi : les ONG n'ont plus que dix jours pour se conformer à la nouvelle loi

RFI, 21-12-2018 Au Burundi, l'ultimatum de trois mois lancé aux ONG internationales à partir du 1er octobre pour qu'elles se conforment à la nouvelle loi qui les régit, va expirer dans au dernier jour de l'année, le 31 décembre. Le point, dix jours de cette échéance.

Au dernier pointage, il y a deux jours, 61 ONG internationales avaient déjà rempli les conditions exigées par le gouvernement burundais, selon le ministre de l'Intérieur. Parmi ces organisations, des poids lourds actifs sur le terrain de l'humanitaire ou du développement au Burundi depuis des dizaines d'années. Il s'agit surtout d'ONG d'origine américaine, ou d'obédience chrétienne. Elles n'ont pas eu de mal à s'accommoder du document, qui leur demande de recenser ethniquement leurs employés, et de s'engager à corriger les déséquilibres ethniques dans les trois ans qui viennent. Parmi les exigences posées par le pouvoir, deux avaient faites polémiques, notamment l'obligation de verser chaque fois en début d'année le tiers de son budget sur un compte ouvert à la Banque centrale, et surtout celle de se conformer aux équilibres ethniques de 60% pour la majorité hutu et 40% pour les Tutsis, que la Constitution impose aux institutions étatiques. Dix autres dossiers d'ONG sont encore à l'étude, alors que huit organisations ont vu leur dossier retoqué. Ils doivent revoir leur copie, explique une source. Mais combien d'autres n'ont pas encore déposés leurs dossiers ? Le ministre de l'Intérieur est évasif sur la question. Il y avait, selon différentes sources, quelque 130 organisations internationales opérationnelles avant leur suspension le 1er octobre dernier. Une seule, Avocats sans frontières, a déjà annoncé officiellement sa décision de fermer définitivement son bureau dans 10 jours, à l'expiration de l'ultimatum gouvernemental. Reste donc une cinquantaine d'organisations. Certaines auraient déjà décidé de ne pas se plier à une injonction qui heurte profondément leurs valeurs. D'autres se taisent encore. Des spécialistes prévoient, les conséquences du retrait de ces ONG pourraient être catastrophiques. L'Union européenne et les pays européens, de loin les principaux bailleurs de fonds de ce pays parmi les plus pauvres du monde, ont pris des sanctions budgétaires contre le gouvernement et ce sont ces ONG qui centralisaient jusqu'ici le gros de leur assistance.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});